ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 30 août 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux spécificités techniques des véhicules de transport de fonds dont les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage font usage et à l'homologation de ces véhicules", a donné le 30 octobre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 augustus 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de technische kenmerken van voertuigen voor waardenvervoer waarvaan bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten gebruik maken en de homologatie van deze voertuigen", heeft op 30 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

INTITULE.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux spécificités techniques et à l'homologation des véhicules de transport de fonds utilisés par les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage".

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Au début de l'article, il convient de remplacer dans le texte français le mot "comprendre" par "entendre".

2. La manière dont le véhicule est utilisé ne pouvant être une condition d'agréation, il convient d'omettre le mot "utilisé" et d'écrire : "... le véhicule conçu et destiné pour le transport ...".

3. A la fin de l'article, il faut écrire "dans l'exercice de ses activités ...".

Article 3.

1. Plutôt que de définir les normes en fonction de leur but, il serait préférable, dans la mesure du possible, de recourir à des caractères techniques, comme, par exemple, au 5°, l'épaisseur des pneus requise pour résister à un tir.

2. Au 4°, il y a une discordance entre le texte français, qui utilise l'expression "par une simple action volontaire" - ce qui semble aller de soi - et le texte néerlandais qui utilise l'expression "door een eenvoudige handeling".

Il faudrait, dès lors, adapter le texte français au texte néerlandais.

3. Le 6° serait mieux rédigé en français comme suit :

"6° être équipé d’un système d’alarme, composé d’une sirène (120 dBA) et de quatre feux clignotants au minimum fonctionnant simultanément;".

4. Tenant compte de l’observation n° 1, il vaudrait mieux, au 7°, éliminer de l’énoncé de la condition les mots "destiné à évacuer des produits limitant le champ de vision qui seraient projetés sur le pare-brise".

5. Au 11°, plutôt que de disposer que le pare-choc renforcé doit permettre de "repousser un véhicule", il vaudrait mieux indiquer les caractères techniques du pare-choc renforcé.

6. Au 13°, il faut remplacer le mot "occulté" par "obturé".

Le texte néerlandais du 13° devrait être rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

De plus, l’expression "le temps nécessaire ..." manque de précision. Mieux vaudrait indiquer la durée.

7. Au 15° du texte français, afin d’éviter l’emploi du verbe "transiter", il est proposé d’écrire :

"... permettant le déplacement en toute sécurité des conteneurs et des convoyeurs hors et dans le véhicule ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Paragraphe 1er.

1. A l'alinéa 2, il convient d'écrire "... visé à l'article 3 ...".

2. A la fin de la première phrase de l'alinéa 3, les mots "et à l'extérieur du véhicule" sont inutiles et doivent donc être omis.

Dans le texte néerlandais de la deuxième phrase, il faudrait écrire "geschiedt" au lieu de "gebeurt".

Paragraphe 2.

La règle suivant laquelle "la partie visible des pneumatiques doit être protégée au maximum contre les tirs par l'adjonction d'éléments de carrosserie blindés" est énoncée d'une manière tellement vague qu'elle ne manquera pas de susciter des interprétations divergentes.

Il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "au maximum".

Article 5.

1. Au début de l'article, il faut écrire "est équipé" au lieu de "doit être équipé".

2. A la fin de la première phrase du texte français, il faut remplacer le mot "propre" par le mot "autonome".

3. L'alinéa 3 du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"Un mobilophone ne constitue pas à soi seul un système ...".

Article 6.

1. Au début de l'article, il faut écrire "dispose" au lieu de "doit disposer".

2. La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Ces conteneurs sont équipés d'un système pouvant rendre impropres à l'usage les fonds qu'ils contiennent".

Article 7.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de supprimer la référence à l'article 2.

Pour le surplus, il est proposé de rédiger l'article 7 comme suit :

"Le Ministre de l'Intérieur peut ... lorsque le véhicule est équipé de dispositifs de protection permanents équivalant à la norme à laquelle il est dérogé ou lorsque le véhicule est aménagé de manière à fournir cette protection".

Article 8.

Paragraphe 1er.

1. Il conviendrait d'insérer un alinéa 1er rédigé comme suit :

"Le Ministre de l'Intérieur arrête la procédure d'homologation".

L'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, serait dès lors rédigé comme suit :

"Le Ministre de l'Intérieur est assisté par une commission d'experts".

2. La fin de l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, serait mieux rédigée comme suit : "... fabriqué ou préparé par un constructeur déterminé".

3. L'alinéa 3 doit être omis. En effet, il appartiendra au Ministre de l'Intérieur, lorsqu'il fixera la procédure d'homologation, de préciser les documents qui sont requis pour obtenir l'homologation.

Paragraphe 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la disposition ne vise que les aménagements cités à l'article 3, à l'exclusion de ceux visés aux articles 4 à 6.

Paragraphe 3.

A la fin de la disposition, mieux vaut écrire : "... à la demande des membres de la police communale, de la gendarmerie et de la police judiciaire, ainsi que des

fonctionnaires et agents à désigner par Nous en application de l'article 16 de la loi".

Paragraphe 4.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 5.

L'attribution à la commission d'experts, de la compétence de retirer l'attestation, est contraire à la loi. En effet, en vertu de l'article 8, § 4, de celle-ci, le Ministre de l'Intérieur approuve les spécificités techniques des véhicules. C'est donc au Ministre de l'Intérieur et non pas à la commission d'experts qu'il appartient de retirer l'attestation. Le délégué du Ministre en a convenu.

D'autre part, l'alinéa 2 serait plus simplement rédigé comme suit :

"Le refus d'homologation et le retrait de l'attestation sont motivés".

Article 9.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

1. A la fin de l'alinéa 1er, mieux vaut écrire : "... trois ans après sa mise en vigueur".

2. A la fin de l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "... quatre ans après la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt het opschrift te redigeren als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de technische kenmerken en de homologatie van voertuigen voor waardenvervoer gebruikt door bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Aan het begin van het artikel dient in de Franse tekst het woord "comprendre" te worden vervangen door het woord "entendre".

2. Aangezien de wijze waarop het voertuig wordt gebruikt geen voorwaarde voor erkenning kan zijn, dient het

woord "gebruikt" te vervallen en dient te worden geschreven : "... een voertuig dat ontworpen en bestemd is voor het vervoer ...".

3. Aan het slot van het artikel schrijve men "in de uitoefening van hun activiteiten ...".

Artikel 3.

1. In plaats van de normen met het oog op het doel ervan te bepalen, zou het beter zijn zoveel mogelijk gebruik te maken van technische kenmerken, bijvoorbeeld in de bepaling onder 5° de vereiste dikte van de banden om bestand te zijn tegen schoten.

2. In de bepaling onder 4° is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse tekst, waarin de uitdrukking "par une simple action volontaire" - wat vanzelfsprekend lijkt - wordt gebruikt en de Nederlandse tekst, waarin de uitdrukking "door een eenvoudige handeling" wordt gebruikt.

De Franse tekst zou dan ook moeten worden aangepast aan de Nederlandse tekst.

3. De bepaling onder 6° zou in het Frans beter worden geredigeerd als volgt :

"6° être équipé d'un système d'alarme, composé d'une sirène (120 dBA) et de quatre feux clignotants au minimum fonctionnant simultanément;".

4. Rekening houdend met opmerking nr. 1 zou het beter zijn in de bepaling onder 7° de woorden "om produkten te verwijderen die op de voorruit terechtgekomen zijn en het gezichtsveld beperken" uit de tekst van de voorwaarde weg te laten.

5. In de bepaling onder 11° zou het, in plaats van te bepalen dat met de versterkte bumper "een voertuig weggeduwd (moet kunnen) worden", beter zijn de technische kenmerken van de versterkte bumper op te geven.

6. In de bepaling onder 13° moet het woord "afgeschermd" worden vervangen door het woord "afgesloten".

Het onderdeel 13° zou aldus gesteld moeten worden :

"13° een verluchtingssysteem, ventilatiesysteem of systeem voor het regelen van het klimaat in de cabine hebben dat gemakkelijk afgesloten kan worden om het binnenstromen van gas af te remmen, ... te zoeken;".

Bovendien is de uitdrukking "... de nodige tijd ..." te vaag. Het zou beter zijn de duur op te geven.

7. In de Franse tekst van de bepaling onder 15° wordt, om het gebruik van het werkwoord "transiter" te vermijden, voorgesteld te schrijven : "... permettant le déplacement en toute sécurité des conteneurs et des convoyeurs hors et dans le véhicule ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men :

"... een toegangssas dat het mogelijk maakt dat containers en bijrijders binnen en buiten het voertuig veilig van plaats kunnen veranderen wanneer het in een onbeschermde zone stilstaat".

Artikel 4.

Paragraaf 1.

1. In het tweede lid schrijve men "... bedoeld in artikel 3 ...".

2. Aan het slot van de tweede zin van het derde lid moeten de woorden "en aan de buitenkant van het voertuig" als overbodig vervallen.

In dezelfde zin schrijve men "geschiedt" in plaats van gebeurt.

Paragraaf 2.

Het voorschrift volgens hetwelk "het zichtbare deel van de banden maximaal (moet) beschermd worden tegen schoten door toevoeging van gepantserde carrosserie-elementen" is zodanig vaag geformuleerd dat het zeker aanleiding zal geven tot uiteenlopende interpretaties.

Er dient te worden gepreciseerd wat moet worden verstaan onder "maximaal".

Artikel 5.

1. Aan het begin van het artikel schrijve men "is uitgerust" in plaats van "moet uitgerust zijn".

2. Aan het slot van de eerste zin van de Franse tekst moet het woord "propre" worden vervangen door het woord "autonome".

3. Het derde lid van de Franse tekst zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Un mobilophone ne constitue pas à soi seul un système ...".

Artikel 6.

1. Aan het begin van het artikel schrijve men "is uitgerust" in plaats van "moet uitgerust zijn".

2. De tweede zin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Die containers zijn uitgerust met een systeem dat het geld dat erin zit onbruikbaar kan maken".

Artikel 7.

1. Er is geen reden voor indeling in paragrafen aangezien elke paragraaf slechts uit één lid bestaat.

2. In paragraaf 2 dient de verwijzing naar artikel 2 te vervallen.

Voor het overige wordt voorgesteld artikel 7 te redigeren als volgt :

"De Minister van Binnenlandse Zaken kan vrijstelling verlenen van naleving van de normen bepaald in de artikelen 3 en 4, wanneer het voertuig uitgerust is met permanente beschermingselementen die gelijkwaardig zijn aan de norm waarvan wordt afgeweken of wanneer het voertuig zodanig is ingericht dat het zulk een bescherming biedt".

Artikel 8.

Paragraaf 1.

1. Er dient een eerste lid te worden ingevoegd, luidende :

"De Minister van Binnenlandse Zaken stelt de homologatieprocedure vast".

Het eerste lid, dat het tweede lid wordt, zou dan geredigeerd zijn als volgt :

"De Minister van Binnenlandse Zaken wordt bijgestaan door een commissie van experts".

2. Het tweede lid, dat het derde lid wordt, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De homologatie van de voertuigen geschiedt individueel of heeft betrekking op een bepaald type voertuig dat door een bepaalde constructeur gefabriceerd of gebruiksklaar gemaakt is".

Het derde lid moet vervallen. Het is immers aan de Minister van Binnenlandse Zaken om, wanneer hij de homologatieprocedure vaststelt, te bepalen welke stukken vereist zijn om de homologatie te krijgen.

Paragraaf 2.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de bepaling alleen verwijst naar de aanpassingen vermeld in artikel 3, met uitsluiting van die bedoeld in de artikelen 4 tot 6.

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn aan het slot van de bepaling te schrijven :

"... aan boord moet zijn en overhandigd moet worden op verzoek van de leden van de gemeentepolitie, de rijkswacht en de gerechtelijke politie, alsook van de ambtenaren en agenten die door Ons moeten worden aangewezen met toepassing van artikel 16 van de wet".

Paragraaf 4.

Aan het slot schrijve men : "... die een zware ingreep in de bijzondere aanpassingen impliceert".

Paragraaf 5.

De toekenning aan de commissie van experts van de bevoegdheid om het getuigschrift in te trekken, is in strijd met de wet. Krachtens artikel 8, § 4, van die wet keurt immers de Minister van Binnenlandse Zaken de technische ken-

merken van de voertuigen goed. Het is dus aan de Minister van Binnenlandse Zaken en niet aan de commissie van experts om het getuigschrift in te trekken. De gemachtigde van de Minister heeft dat toegegeven.

Bovendien zou het tweede lid eenvoudiger gesteld zijn als volgt :

"De weigering van de homologatie en de intrekking van het getuigschrift worden gemotiveerd".

Artikel 9.

Aan het slot van het eerste lid moet worden geschreven : "... en moeten de pantseringen verwijderd worden".

Artikel 10.

1. Het zou beter zijn aan het slot van het eerste lid te schrijven : "... uiterlijk drie jaar na de inwerkingstelling ervan".

2. Het zou beter zijn aan het slot van het tweede lid te schrijven : "... uiterlijk vier jaar na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	J.-J. STRYCKMANS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Y. BOUCQUEY,	conseillers d'Etat,
	Y. KREINS,	staatsraden,
	F. DELPEREE,	assesseurs de la section de législation,
	J. van COMPERNOLLE,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.